Marc-Adéland Tremblay (1922 -)

Anthropologue, professeur émérite, Université Laval

(2002)

“Le processus de création d'un gouvernement autonome au Nunavik: les recommandations de la commission du Nunavik”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc-Adéland Tremblay (1922 -)

"Le processus de création d'un gouvernement autonome au Nunavik: les recommandations de la commission du Nunavik". Un article publié dans la revue **Études Canadiennes / Canadian Studies, Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France**, no 52, 2002, pp. 119-130. Association française d'études canadiennes.

M Marc-Adéland Tremblay, anthropologue, professeur émérite, retraité de l'enseignement de l'Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : matrem@microtec.net ou matremgt@globetrotter.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 24 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Marc-Adéland Tremblay (1987)

“Le processus de création d'un gouvernement autonome au Nunavik: les recommandations de la commission du Nunavik”

Un article publié dans la revue **Études Canadiennes / Canadian Studies**, **Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France**, no 52, 2002, pp. 119-130. Association française d'études canadiennes.

Table des matières

Introduction

Le Nunavik et le mouvement inuit en vue de l'établissement d'un gouvernement autonome

Description du Nunavik

Brève histoire du mouvement inuit en vue de l'établissement d'un gouvernement autonome au Nunavik

La création de la commission du Nunavik et son mandat

Les principes à respecter

Principes généraux qui définissent le type de gouvernement à établir

La deuxième série de principes généraux ou contraintes est reliée au mode de fonctionnement de la Commission

La méthodologie de cueillette des informations pertinentes

Phase 1 : Consultation de la population

Phase 2: Consultation des gouvernements et organisations

Phase 3 : Établissement de groupes de travail et rédaction

L'analyse des données et rédaction du rapport final

L'analyse de contenu des audiences publiques

L'établissement de six groupes de travail

La création d'un Comité de rédaction

Recommandations de la commission du Nunavik

Une autonomie gouvernementale pour le Nunavik d'un genre tout à fait nouveau

La création d'une Assemblée au Nunavik

L'exercice du pouvoir législatif de l'Assemblée du Nunavik

La création du Conseil des aînés

La création du Gouvernement du Nunavik

La création d'une Cour de justice au Nunavik

Le statut des langues officielles et la protection de l'inuktitut

La création de deux Commissions composées de représentants des gouvernements du Nunavik, du Québec et du Canada

Le financement des institutions du Nunavik

La décentralisation du Gouvernement et la désignation d'une Capitale

Les relations du Gouvernement du Nunavik avec d'autres gouvernements et les Nations autochtones

Le Calendrier et le processus de mise en place des institutions du Nunavik

Marc-Adéland Tremblay (1922 -)

“Le processus de création d'un gouvernement autonome au Nunavik: les recommandations de la commission du Nunavik”.

Un article publié dans la revue **Études Canadiennes / Canadian Studies**, **Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France**, no 52, 2002, pp. 119-130. Association française d'études canadiennes.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L'auteur fut Commissaire à la Commission du Nunavik. Celle-ci fut créée en novembre 1999, par un Accord politique, endossé par la Société Makivik (représentant les Inuit) et les gouvernements fédéral et du Québec, en vue d'établir au Nunavik un gouvernement qui aurait une plus grande autonomie. Cet article présente les principes généraux à respecter par la Commission ainsi que les différentes phases de ses travaux qui ont permis l'énoncé de douze recommandations visant à définir un processus permettant la création d'un gouvernement au Nunavik qui aurait des pouvoirs accrus en importance et conserverait son droit inhérent à l'autodétermination.

The author was a member of the Nunavik Commission. It was established in November 1999, through a Political Accord, endorsed by Makivik Corporation (representing the Nunavik Party) and the Quebec and Federal governments, with the aim of creating in Nunavik a government empowered with a greater autonomy. The article spells out the main constraints to be abided by the Commission and the

kinds of work steps which supported the recommendations providing a new form of government in Nunavik with greater powers while retaining for the Inuit the inherent self-determination right.

L'article s'articule autour de six thématiques : 1) une brève description du Nunavik accompagnée d'un aperçu schématique de l'histoire du mouvement inuit en vue de la création d'un gouvernement autonome au Nunavik; 2) la création de la Commission du Nunavik et son mandat; 3) les principes à respecter dans l'énoncé de nos recommandations; 4) les méthodes de cueillette des données pertinentes à notre mandat. 5) Les différentes étapes de l'analyse des données disponibles et de la rédaction du Rapport et 6) les recommandations.

Le Nunavik et le mouvement inuit en vue de l'établissement d'un gouvernement autonomie

Cette section présente une brève description du Nunavik ainsi qu'un aperçu schématique de l'historique du mouvement inuit en vue de l'obtention d'une plus grande autonomie gouvernementale au Nunavik.

Description du Nunavik

[Retour à la table des matières](#)

« Le Nunavik est la seule région du Québec qui s'étend principalement au-delà de la limite des arbres, où aucune municipalité n'est reliée aux autres par des routes et où la grande majorité de la population se compose d'Inuit. Il est clair que le Nunavik fait partie du monde arctique en vertu de sa géographie, de son climat, de sa culture, de sa langue, de ses paysages, de ses moyens de transport et de son coût élevé de la vie. C'est dans ce contexte que la Commission emploie le mot arctique dans le présent rapport et dans ses recommandations en vue de la création d'un gouvernement au Nunavik.

Le Nunavik est une vaste région. D'une superficie de 500 000 kilomètres carrés, il s'étend du 55e parallèle à la pointe septentrionale de la province, et du Labrador à l'est à la Baie d'Hudson à l'ouest. L'Accord politique décrit officiellement le Nunavik comme étant la partie du Québec située au nord du 55e parallèle de latitude nord, à l'exception des terres de catégories 1A et 1B des Cris de Grande Baleine telles que définies dans la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ), et des terres de catégories 1B-N des Naskapis, telles que définies dans la Convention du NordEst québécois (CNEQ). (...) Bien que le Nunavik soit une vaste région, il est peu peuplé. Sa population totalise environ 11000 résidents permanents, dont près de 90% sont des Inuit. Les Inuit constituent la grande majorité des résidents de chacune des 14 municipalités du Nunavik » (Rapport de la Commission).

Brève histoire du mouvement inuit en vue de l'établissement d'un gouvernement autonome au Nunavik

[Retour à la table des matières](#)

Cette histoire s'est échelonnée sur quatre décennies, chacune d'entre elles constituant, pour ainsi dire, un repère qui aide à en comprendre l'évolution et le progrès. Cette affirmation des Inuit du nord québécois s'est amorcée aux tout débuts de la Révolution Tranquille. Deux événements qui soulignent la présence euro-canadienne assidue sur le territoire méritent d'être soulignés. Il s'agit, en premier lieu, d'un jugement de la Cour Suprême du Canada qui place officiellement en 1939 les Esquimaux du Nouveau-Québec sous la juridiction du Gouvernement fédéral. Ce dernier doit leur offrir les mêmes services que les Indiens. Ainsi, au début des années cinquante, l'administration fédérale s'installe dans les communautés du Nouveau-Québec et offre des services dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement économique. Le deuxième événement d'importance coïncide avec les débuts de la présence du Gouvernement du Québec sur le territoire des Inuit en 1964. Voici les faits marquants de chacune des quatre décennies auxquelles je me réfèrais plus tôt :

1959-1969

Création des premières coopératives inuit au Nouveau-Québec (appellation de l'époque) : à Rivière George en 1959; à Grande Baleine en 1961 et à Inukjuak en 1967.

Création de la Direction générale du Nouveau-Québec (DGNQ) en 1963.

Création de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ) en 1967.

1970-1979

Tournée de la Commission Neville-Robitaille dans tous les villages du Nouveau-Québec en 1970 dans le but d'étudier sous quelles conditions il deviendrait possible de transférer les responsabilités du Fédéral au provincial. C'est durant la visite des villages par cette Commission que le premier projet d'autonomie gouvernementale des Inuit fut présenté.

Établissement de la Northern Quebec Inuit Association (NQIA) en 1970.

Signature, le 15 novembre 1975, de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois (CBJNQ).

Mouvement de dissidence de trois communautés inuit de Puvirnituq, Ivujivik et Salluit et création de la Inuit Tungavingat Nunamini (ITN) en 1975.

Adoption par le Québec de plusieurs lois en 1978 mettant en vigueur diverses dispositions de la Convention de la Baie James. C'est ainsi qu'on instituera la Commission Scolaire Kativik (CSK), qu'on créera la Loi se rapportant aux villages nordiques, qu'on établira l'Administration régionale Kativik (ARK) et la Régie régionale de la Santé.

Adoption d'une loi créant la Société Makivik en 1978 également. C'est l'organisme chargé d'administrer les fonds obtenus

par l'Entente de la Baie James au profit des seuls bénéficiaires (organisme ethnique)

1980-1989

Création de l'Institut Culturel Avataq en 1980.

Présentation en 1983 des demandes inuit devant une Commission spéciale de l'Assemblée nationale et réponse du Premier ministre René Lévesque.

Mise sur pied d'un Comité chargé d'élaborer des propositions concrètes qui mèneraient à l'établissement d'un gouvernement autonome au Nunavik en 1984 (Comité Ujitujiit).

Début des travaux du Comité de rédaction de la Constitution du Nunavik (CCK) en 1989.

1990-2001

Début des négociations avec le Québec sur le projet d'un gouvernement autonome au Nunavik en 1990.

Approbation par référendum de la Constitution du Nunavik se rapportant à une forme de gouvernement public en 1991.

Début des négociations intensives en vue de la création d'un gouvernement pour le Nunavik en 1993.

Acceptation en 1997 par le Premier ministre Lucien Bouchard de l'idée de la création d'une Commission pour étudier et recommander l'établissement d'un Gouvernement autonome au Nunavik.

Signature d'un Accord politique entre la partie du Nunavik (Makivik, Administration Régionale Kativik, Commission Scolaire Kativik, Régie Régionale du Nunavik et Conseil de Développement Régional Kativik) et les gouvernements fédéral et

provincial, créant et définissant le mandat de la Commission du Nunavik en novembre 1999.

Début des travaux de la Commission du Nunavik en décembre 1999.

Dépôt du Rapport final de la Commission du Nunavik au début de mars 2001.

Présentation du Rapport de la Commission à l'Assemblée annuelle de la Société Makivik à Kuujjuarapik le 5 avril 2001.

La création de la commission du Nunavik et son mandat

[Retour à la table des matières](#)

L'Accord politique devait mener à l'établissement de la Commission du Nunavik dont le mandat principal serait de recommander aux signataires de l'Accord une forme de gouvernement pour les Inuit vivant au Nord du 55^e parallèle, mais à l'intérieur de la province de Québec. Cette Commission serait composée de huit membres. Trois furent proposés par Makivik représentant la partie du Nunavik, trois le furent par le Québec et deux par le Fédéral. Estimant que la Commission travaillerait dans le cadre d'un territoire provincial, le Fédéral ne voulut pas s'attribuer une importance numérique comparable aux deux autres partenaires. La Commission fut établie par décret de l'Assemblée Nationale du Québec qui entérina les recommandations des trois parties et nomma Harry Tulugak et André Binette, co-présidents.

Les principes à respecter

[Retour à la table des matières](#)

Deux sortes de principes généraux devaient être respectés. Les premiers découlaient expressément des termes même de l'Accord politique et les autres relevaient plutôt du mode de fonctionnement de la Commission.

Principes généraux qui définissent le type de gouvernement à établir

[Retour à la table des matières](#)

Celui-ci serait public (c'est-à-dire non ethnique) et offrirait ses services à l'ensemble des citoyens du Nunavik, agirait sous l'autorité de l'Assemblée nationale du Québec et respecterait ses lois ainsi que celles du Parlement canadien.

Il respecterait les acquis de la Convention de la Baie James des Cris et des Inuit de 1975 et ceux des Naskapis de la Convention du Nord-Est québécois de 1978.

Il aurait sous sa compétence l'ensemble des terres du Nunavik, à l'exception des terres de catégorie 1B des Cris de Grande Baie définie dans la Convention de la Baie James et des terres de la catégorie 1B N des Naskapis définie dans la Convention du Nord-est québécois, sans modifier le Régime des terres et des richesses naturelles défini dans ces deux ententes.

Il obéirait aux chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

Il engloberait les pouvoirs détenus par l'Administration régionale Kativik (ARK), la Régie Régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik (RRSSSN), le Conseil Régional de

Développement Katutjiniq (CRDK), la Commission Scolaire Kativik (CSK), l'Institut Culturel Avatak ainsi que ceux normalement détenus par des gouvernements des milieux arctiques.

Il tiendrait compte de la nature arctique du Nunavik et des relations existantes entre les Inuit du Nunavik et ceux du Nunavut.

Il aurait un caractère innovateur, c'est-à-dire, une forme de gouvernement autonome dans un cadre provincial. Ce genre de gouvernement existe nulle part ailleurs au Canada, le Nunavut étant dans un cadre territorial sous compétence fédérale. De plus, un tel degré d'autonomie existe ailleurs sur des territoires autochtones.

La deuxième série de principes généraux ou contraintes est reliée au mode de fonctionnement de la Commission

[Retour à la table des matières](#)

Quatre de ceux-ci méritent d'être soulignés. Le premier découle du fait que les Commissaires Inuit, de même que les commissaires d'expression française, soit l'ensemble des huit commissaires, devaient travailler dans une langue seconde, soit l'anglais. Même si tous possédaient une bonne connaissance de cette langue, et que certains s'exprimaient avec une plus grande facilité, il n'en demeurerait pas moins que, sur des questions pointues nécessitant une connaissance parfaite de la langue anglaise, il devenait difficile de s'exprimer avec toutes les nuances requises et d'arriver à tout coup à des compréhensions communes.

Le second se réfère au fait que les huit commissaires s'exprimaient dans un contexte interculturel de communication à l'occasion duquel, les modes de pensée, la façon d'exprimer ses vues, les perceptions de part et d'autre de ce qui est dit, les modes de compréhension et d'interprétation des messages véhiculés, nécessitaient de nombreuses discussions qui ne se définissaient pas nécessairement en fonction d'un dé-

nominateur commun. Aussi celles-ci devenaient longues et, parfois, discordantes.

Le troisième impose que les recommandations de la Commission soient le résultat. Cette exigence fut l'objet de nombreux débats dans le but de déterminer sa signification. S'agissait-il que tous les commissaires, ou la grande majorité d'entre eux, endossent toutes les recommandations ou seulement la très grande majorité d'entre elles? Il est à noter que deux des commissaires se sont sentis incapables de signer le Rapport final.

Le dernier découle de la co-présidence de la Commission. Au début de nos réunions plénières, comme dans les derniers moments de nos discussions, en plénière ainsi qu'en téléconférence, au moment où nous étions seulement six participants, cette contrainte a exercé un impact peu négligeable sur la nature des discussions et des résultats auxquels nous sommes arrivés.

La méthodologie de cueillette des informations pertinentes

[Retour à la table des matières](#)

Le déroulement de nos travaux s'est effectué en trois phases. Toutefois, il ne s'agit pas d'effectuer un inventaire exhaustif de toutes les démarches d'observation entreprises ou sources d'information consultées, mais d'en identifier les principales pour souligner leur variété et, par la même occasion, de mettre en relief leur richesse.

Phase 1 : Consultation de la population

La visite des communautés représente une des démarches &importance cruciale. À l'occasion de ces visites, nous réalisons trois rencontres formelles : les audiences publiques dans la soirée d'une durée moyenne de 4 à 5 heures, toujours conduites en inuktitut avec interprétation simultanée; une rencontre des maires et des conseillers; et

une séance d'information et de discussions avec les étudiants du secondaire, presque toujours en présence de leurs professeurs.

L'existence d'une ligne téléphonique sans frais au Nunavik a permis aux résidants qui le désiraient de rejoindre un représentant de la Commission, en vue de soulever des questions, faire des recommandations et ajouter des éléments nouveaux à des interventions effectuées à l'occasion des audiences publiques. La cueillette et l'analyse de documents pertinents reliés à notre mandat et l'établissement d'une bibliographie de ces documents.

Phase 2: Consultation des gouvernements et organisations

La rencontre de représentants des principales organisations du Nunavik. À titre d'exemples : l'Administration Régionale Kativik, la Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux du Nunavik, la Commission Scolaire Kativik; l'Institut Culturel Avataq, Tagramiut Nipingat inc., la Fédération des Coopératives du Nord du Québec, le Comité Constitutionnel du Nunavik, le Conseil Régional de Développement Katutjiniq, la Conférence annuelle des aînés, etc..

La consultation des principaux ministères des gouvernements fédéral et québécois offrant des programmes au Nunavik. Au Fédéral, ces réunions furent

sous l'égide du négociateur principal du Nunavik (Donat Savoie) oeuvrant au Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada dont le titulaire est M. Robert Nault. Au Québec, les réunions furent organisées par Robert Sauvé du Secrétariat aux Affaires Autochtones (SAA) sous l'égide du Ministre délégué aux Affaires autochtones, Monsieur Guy Chevette.

Les mémoires soumis par une douzaine d'organismes.

La consultation des étudiants du Nunavik inscrits aux études collégiales à Montréal (un cégep francophone et un cégep anglophone).

La rencontre du Conseil des Cris à Whapmagoostui et des Innus de Matimekosh.

La rencontre du Conseil et des membres de la Communauté naskapie de Kawawachikamach.

La rencontre des Inuit de Chisasibi.

La rencontre de dirigeants des Premières Nations.

La visite de tous les membres de la Commission à Iqaluit et rencontre des hauts fonctionnaires du Nunavut.

La rencontre du Conseil de Développement de la Baie James.

La rencontre d'organismes non-Inuit ayant des programmes et des intérêts au Nunavik tels que : Hydro-Québec; la Commission québécoise des libérations conditionnelles; Monsieur le juge Dutil, autrefois de la cour itinérante, qui fut innovateur dans ses pratiques et ses jugements; Monsieur le juge Dussault, Co-Président de la Commission Royale d'Enquête sur les Peuples Autochtones ainsi que Monsieur Robitaille, Co-Président de la Commission Neville-Robitaille des années 70.

La visite au Groënland, par deux commissaires, à l'occasion de laquelle ils ont rencontré des officiels du Gouvernement dit du « Home Rule ».

Phase 3 : Établissement de groupes de travail et rédaction

L'analyse des données et rédaction du rapport final

[Retour à la table des matières](#)

Au moment de cette étape, nous éprouvions trois types de contraintes particulières qui limitaient le genre de Rapport final que nous produirions.

La première découlait du fait que nous disposions, une fois la collecte des données réalisée, d'à peu près six mois pour remettre notre rapport aux trois parties signataires de l'Accord politique. Par après, Makivik, le Québec et le Fédéral, auraient, le cas échéant (bien que l'Accord en fasse une obligation) à amorcer les négociations devant permettre l'établissement d'un gouvernement ayant un large degré d'autonomie au Nunavik.

La seconde imposait des limites sérieuses à nos ambitions analytiques, dans la mesure où notre budget de recherche était plus que symbolique et ne permettait pas l'embauche d'assistants de recherche.

Une troisième s'ajoutait aux deux précédentes. Il était à peu près impensable que nous puissions compter sur une participation importante des commissaires du Nunavik, la phase de rédaction de notre rapport final. En contrepartie, cela fut largement compensé par leur participation active aux discussions du contenu du Rapport, à l'occasion desquelles leurs expériences de vie au Nunavik, leurs connaissances empiriques de la vie traditionnelle inuit et leur rôle de chefs de file dans leurs milieux permettaient d'assurer aux conclusions la validité requise. Voici une présentation succincte des trois principales étapes de l'analyse et de la rédaction.

L'analyse de contenu des audiences publiques

[Retour à la table des matières](#)

Celles-ci, traduites de l'inuktitut à l'anglais par un ancien Président de Makivik, furent tenues dans les 14 communautés inuit du Nunavik, dans le but de dégager les grandes thématiques qui en ressortissaient, d'élaborer les principaux éléments qui les constituaient et les cadres historiques ou contemporains dans lesquels celles-ci s'exprimaient. Ces principales thématiques sont les suivantes : le système judiciaire, l'autonomie gouvernementale, le développement économique et le développement durable, les enjeux environnementaux, la santé et l'éducation, les amendements requis pour transformer certaines lois, la gestion de la faune, les enjeux extra-côtiers, les problèmes économiques et sociaux, la structure gouvernementale, le fardeau fiscal, la langue et la culture et la souveraineté du Québec.

L'établissement de six groupes de travail

Cette stratégie s'avèrera déterminante relative à la production d'un rapport final complet, c'est-à-dire, d'un rapport qui traiterait toutes les questions liées à notre mandat. Chaque groupe devait étudier en profondeur les enjeux fondamentaux suivants : (1) Structures gouvernementales et institutions ; (2) Questions financières; (3) Langue et culture; (4) Éducation, santé et services sociaux; (5) Environnement et gestion de la faune ; et (6) Décentralisation. Ces groupes de travail étaient constitués, la plupart du temps, de trois commissaires accompagnés d'un co-secrétaire dont la mission consistait à contextualiser chacune des questions à l'étude et d'appuyer les développements en utilisant des données concrètes fiables. Chaque comité était présidé par un commissaire et devait produire, dans un délai d'à peu près deux mois, un rapport détaillé pouvant être utilisé pour la rédaction des différents chapitres du Rapport final. Ces versions préliminaires du Rapport final ont été discutées en séance plénière dans le but de bien définir les grandes orientations du Rapport, mais aussi en vue d'assurer la

cohérence d'un chapitre à l'autre, tant au niveau des concepts utilisés qu'à celui du type de structure et du mode de fonctionnement envisagés pour le gouvernement du Nunavik. Ces rapports des Comités d'analyse se sont basés sur l'ensemble des informations que nous avons recueillies ainsi que sur les documents que nous avons accumulés à la suite des nombreuses consultations menées auprès de différentes organisations du Nunavik, du Québec, du Fédéral ainsi que celles d'autres milieux concernés.

La création d'un Comité de rédaction

[Retour à la table des matières](#)

La mission du Comité serait de rédiger une première version du Rapport final sans oublier les questions laissées en suspens par les comités d'analyse. Le Rapport final devait être prêt à temps pour permettre des discussions en plénière mais aussi par téléconférence afin de se conformer à l'échéance du 6 mars 2001. Celle-ci exigeait l'envoi du Rapport final en vue de leur traduction en inuktitut et en français. En bref, nous avons dû oeuvrer dans des conditions difficiles vers la fin dans le but de se conformer à une échéance qui ne pouvait pas être déplacée sans compromettre la présentation du Rapport final, dans les trois langues obligatoires, à l'Assemblée annuelle de Makivik le 5 avril 2001 à Kuujjuarapik.

Recommandations de la commission du Nunavik

Une autonomie gouvernementale pour le Nunavik d'un genre tout à fait nouveau :

[Retour à la table des matières](#)

Des institutions publiques (non ethniques), accessibles à tous les résidants.

Une compétence à l'égard de l'ensemble du territoire du Nunavik.

Un fonctionnement dans le cadre de la constitution canadienne, tout en respectant les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec ainsi que ceux du Parlement canadien.

Le respect des Chartes canadiennes et québécoises des droits et libertés.

Le respect des droits des Inuit, des Cris et des Naskapis consentis dans les Conventions de la Baie James et du Nord-Est québécois.

La création d'une Assemblée au Nunavik :

[Retour à la table des matières](#)

Un forum démocratique pour débattre des priorités et des services publics et pour adopter des lois.

Le fondement sur lequel reposent les autres institutions du Nunavik.

Elle est composée de 15 membres. Chacune des 14 communautés inuit élit un représentant et l'autre est élue par les Naskapis. Les communautés dont la population dépasse 2 000 résidents élisent un deuxième représentant.

Elle peut adopter une Constitution pour le Nunavik après l'avoir soumise par référendum à une consultation générale.

L'exercice du pouvoir législatif de l'Assemblée du Nunavik

[Retour à la table des matières](#)

Elle détient des pouvoirs exclusifs sur l'inuktitut et la culture inuit.

L'exploitation des ressources naturelles sur le territoire du Nunavik serait autorisée sur approbation explicite de l'Assemblée du Nunavik.

Elle exerce des pouvoirs partagés avec le Québec et le Canada dans des domaines comme l'éducation, la santé, l'environnement, la sécurité publique, le territoire et les ressources, le développement économique, la justice.

La création du Conseil des aînés:

Il est le gardien de la langue et de la culture.

Il exerce une fonction consultative auprès de l'Assemblée.

Il est composé de 15 membres représentant toutes les communautés inuit du Nunavik et celle de Chisasibi.

La création du Gouvernement du Nunavik

Il exécute les lois et dispose des fonds adoptés par l'Assemblée pour les dépenses publiques.

Il se compose d'au moins 5 membres, y compris le chef, lesquels sont élus sur une base régionale.

L'Administration Régionale Kativik, la Commission Scolaire Kativik, la Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux du Nunavik et l'Institut Culturel Avataq constituent les entités du Gouvernement du Nunavik. Les employés de ces différentes organisations sont intégrés à l'administration du nouveau gouvernement.

Le Conseil de développement Katutjiniq, le Bureau Municipal d'Habitation Kativik, les Corporations hospitalières Tulattavik et Inulitsivik passent sous la juridiction du gouvernement, tout en conservant leur entité corporative.

Les Comités de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que les comités dont on propose la création auront des pouvoirs de décision accrus et coordonnent leurs activités avec celles du gouvernement.

La création d'une Cour de justice au Nunavik :

[Retour à la table des matières](#)

La création d'un district judiciaire distinct pour le Nunavik.

La résidence en permanence d'un juge à temps plein et celle d'un avocat de la Couronne.

Des installations de détention sont proposées au Nunavik.

Un Comité de justice sera créé dans chaque communauté du Nunavik et le juge devra le consulter avant de rendre son jugement.

Le statut des langues officielles et la protection de l'inuktitut

L'inuktitut, le français et l'anglais deviennent les langues officielles du Nunavik. Tout résidant aura le droit d'y utiliser l'une ou l'autre des langues officielles ainsi que de recevoir de l'information des institutions du Nunavik dans l'une ou l'autre de ces langues.

L'Assemblée du Nunavik aura les pouvoirs de promulguer des lois qui protègent l'inuktitut et la culture inuite.

L'inuktitut deviendra la principale langue d'usage des institutions du Nunavik dans leurs opérations quotidiennes.

La création de deux Commissions composées de représentants des gouvernements du Nunavik, du Québec et du Canada

[Retour à la table des matières](#)

La Commission environnementale du Nunavik :

Cette Commission remplacera les Commissions et les Comités existants, soit la Commission de la qualité de l'environnement Kativik, le Comité consultatif de l'évaluation environnementale et le Comité fédéral d'examen au nord du 55e degré de latitude (COFEX-Nord).

Elle possède un double mandat: un mandat décisionnel, soit de formuler des recommandations dans le domaine de l'administration du processus & évaluation des impacts des projets sur l'environnement et un mandat consultatif relié aux recommandations à adresser aux gouvernements du Nunavik, du Québec et du Canada se rapportant à la protection de l'environnement.

Les gouvernements du Canada et du Québec seront représentés sur la Commission.

La Commission de gestion de la faune du Nunavik :

Elle détient un double mandat : Un pouvoir de décision à l'égard de la gestion de la faune. Une fonction consultative reliée à l'état de la faune et aux observations destinées aux gouvernements du Nunavik, du Québec et du Canada touchant la protection de la faune et le maintien de la biodiversité.

Elle est constituée de représentants des associations de chasse, de pêche et de piégeage ainsi que des représentants des gouvernements du Québec et du Canada.

Le financement des institutions du Nunavik :

[Retour à la table des matières](#)

Le Gouvernement du Nunavik recevra une partie des taxes (revenu et ventes) et des redevances prélevés au Nunavik sera doté des pouvoirs nécessaires pour intervenir dans l'établissement des niveaux de taxation sur le revenu et les ventes ; sera doté des pouvoirs nécessaires pour générer d'autres revenus, tels que ceux issus de permis, d'infractions et de dividendes venant des entreprises publiques de services,, recevra deux enveloppes financières globales, l'une en provenance du Gouvernement du Québec et l'autre, du Gouvernement du Canada, permettront de consolider les diverses subventions accordées au Gouvernement du Nunavik, en incluant des dispositions pour améliorer les services, financer les nouveaux programmes et assurer les dépenses associées à la prise en charge de situations imprévisibles sera responsable de ses surplus et de ses déficits.

L'Assemblée du Nunavik adoptera les prévisions budgétaires annuelles soumises à son attention par le Gouvernement du Nunavik.

Le Gouvernement du Nunavik désignera un Contrôleur des finances qui sera responsable du contrôle des dépenses et des revenus du Gouvernement.

L'Assemblée du Nunavik désignera un Vérificateur externe qui sera responsable de la vérification des comptes publics et qui lui adressera son Rapport.

La décentralisation du Gouvernement et la désignation d'une Capitale :

[Retour à la table des matières](#)

Le Gouvernement du Nunavik devra décentraliser certaines de ses fonctions et certains de ses mécanismes de prise de décision en vue de les remettre aux institutions basées dans les communautés (telles que les Comités locaux).

Le choix de la Capitale sera effectué par la population à l'occasion d'un référendum.

Les relations du Gouvernement du Nunavik avec d'autres gouvernements et les Nations autochtones :

Une Conférence des gouvernements du Nunavik, du Québec et du Canada sera créée dans le but de discuter de questions d'intérêt commun.

Les membres de l'Assemblée du Nunavik seront invités chaque année par l'Assemblée nationale du Québec dans le but d'établir des liens de communication directs d'Assemblée à Assemblée.

Le Gouvernement du Nunavik sera autorisé à créer des liens propres avec d'autres gouvernements tels que celui du Nunavut et celui du Groenland.

Un Forum des Peuples autochtones du Nord du Québec-Inuit, Cris, Naskapis, Innus est créé dans le but de discuter des questions d'intérêt commun à l'intérieur comme à l'extérieur du Nunavik.

Le Nunavik dispose d'un siège à l'Assemblée Nationale du Québec ainsi qu'au Parlement du Canada.

***Le Calendrier et le processus de mise en place
des institutions du Nunavik :***

[Retour à la table des matières](#)

Les négociations en vue de la création d'un Gouvernement du Nunavik devraient débiter à l'automne 2001 ; une Entente devrait être conclue en 2003.

L'Entente devra être soumise à l'examen de la population du Nunavik par voie de référendum. Si l'Entente est endossée par la population, les initiatives suivantes seront prises :

La création du Bureau du Commissaire intérimaire.

L'établissement d'un processus de transition sera mis en place durant la période allant de 2003 à 2005.

La tenue de la première élection de l'Assemblée du Nunavik et du Gouvernement du Nunavik aura lieu à l'automne 2005.

La création des autres institutions publiques en 2006.

L'échelonnement de la période de consolidation du Gouvernement du Nunavik se produira de 2006 à 2011.

En nous transmettant notre mandat de commissaires, il nous a été expressément demandé, par les trois co-signataires de l'Accord politique, d'être innovateurs dans nos recommandations. Ce souhait nous a

aussi été exprimé par les Inuit eux-mêmes lors des Audiences publiques. Nous croyons que nous l'avons été, en tenant compte des restrictions imposées à l'égard des compétences respectives des gouvernements du Québec et du Canada. Cette conviction nous vient du fait que nous avons recommandé l'élection d'une Assemblée qui aurait des pouvoirs législatifs et d'un Gouvernement qui aurait des pouvoirs exécutifs, lesquels assureraient les services à donner à l'ensemble de la population du Nunavik, constituée à 90% d'Inuit. Les droits inhérents de ces derniers continueraient d'exister de même que les acquis obtenus dans la Convention de la Baie James et du Nord du Québec. Nous recommandons la mise sur pied d'un Conseil des aînés qui exercera une fonction consultative auprès du Gouvernement du Nunavik dans les domaines de la langue et de la culture.

Le pouvoir législatif de l'Assemblée s'exercera de façon exclusive dans les domaines de la langue et de la culture et sera partagé avec le Québec et le Canada dans tous les autres domaines sur l'ensemble du territoire québécois au nord du 55e parallèle, y compris les domaines économique, financier, administratif et intergouvernemental. Dans l'exercice des pouvoirs partagés, ceux-ci ne deviendront pas des extensions de programmes définis ailleurs mais bien des programmes conjointement consentis dont les modes d'application sont assumés entièrement par les Nunavimmiut. Le Gouvernement du Nunavik définira lui-même les modalités de la décentralisation des services.

L'autonomie gouvernementale ne signifie pas grand chose si elle n'est pas solidement établie sur l'assurance de revenus propres qui permettront, au cours des ans, une certaine autonomie financière. Les recommandations prévoient, pour les années à venir, des sources propres de revenus, mais aussi des enveloppes financières globales en provenance du Québec et du Fédéral dans le but de financer l'ensemble des services particuliers déjà consentis par le passé. En outre, les citoyens du Nunavik auront droit à la même qualité de services généraux qui sont offerts aux autres Québécois et Canadiens.

Aucun projet d'envergure d'exploitation des richesses naturelles du territoire, sous la compétence du Nunavik, ne pourra être amorcé sans l'autorisation expresse de l'Assemblée du Nunavik qui veillera à ses propres intérêts. Une fois établi, ce gouvernement du Nunavik, accroî-

trait avec les années, ses sources de revenus et travaillerait en vue de réaliser l'autonomie financière complète.

Notes :

L'ensemble des recommandations présentées ici sont tirées de la version française du Rapport final de la Commission du Nunavik intitulé : « *Partageons : Tracer la voie vers un gouvernement pour le Nunavik* » mars 2001, 64 p. (version française). La manière de les exprimer ne correspond nécessairement pas à celle du Rapport de la Commission.

Les recommandations du Rapport sont le résultat de discussions tenues par les huit commissaires qui ont participé aux travaux de la Commission. Cependant, vers la fin, deux commissaires se sont sentis incapables de les endosser dans leur ensemble pour des raisons qu'il ne nous appartient pas de commenter.

Fin du texte